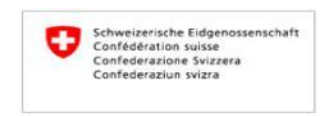




# Sécuriser le foncier agro-pastoral et prévenir les conflits agro-pastoraux en Afrique du Centre et de l'Ouest

## COLLOQUE RÉGIONAL

N'Djaména, 23-25 novembre 2021



**J2 – Session 4 : Quels systèmes d’information et de défense des droits par les usagers doit-on promouvoir ? Comment peuvent-ils parvenir à mieux défendre leurs droits et par cela influencer sur une gouvernance plus responsable ? Quels appuis ? Quels Outils ?**

**Le foncier pastoral face aux rapt des personnes contre rançon.  
Quels mécanismes d’information et de défense des droits des pasteurs?**

**Gondeu Ladiba**

Université de N’Djaména



# Résumé

## ▪ **Problématique de la communication:**

- Evoquer la question des conflits dans le Mayo-Kebbi Ouest, en articulant le rapport entre le pastoralisme et l'enlèvement des personnes contre rançon;
- Explorer les mécanismes d'information et de défense des droits des personnes et de leurs biens;

## ▪ **Expérience sur la base de laquelle l'analyse présentée s'est construite:**

- Recherches *in situ*, tirées, aussi bien des recherches dans le cadre de Prasac, d'une thèse d'anthropologie sociale puis de sociologie que de la connaissance personnelle de l'auteur de cette province et des dynamiques conflictuelles s'y déroulent;
- La communication s'attardera surtout à examiner les conditions favorisant le développement et la sanctuarisation du phénomène de zaraguina dans cette province, avec une intention de proposer des éléments prospectifs pouvant le résorber durablement;



# Résumé

## ▪ Résultats:

Situation de précarité des pasteurs dans la province du Mayo-Kebbi

Départ des éleveurs en quête de sécurité;

## • Conclusions de la communication:

Compréhension des positions des acteurs concernés;

## Propositions:

- Amélioration du statut des chefferies traditionnelles;
- Mise en place des réseaux d'information et de solidarité entre éleveurs et agriculteurs, en concertation avec les autorités administratives de la Province.
- **Mots-clés:** *Chefferies traditionnelles; Foncier pastoral Mayo-Kebbi; Rapt des personnes contre rançon; Réseaux d'information et de solidarité*



# Introduction

- Le Mayo-Kebbi comme une zone grise où se sanctuarise depuis dizaine d'année une économie criminelle, de trafics, de vols de bétail, enfants otages, trafic des armes de guerres, bandes de coupeurs de routes, groupes terroristes.
- La question de l'enlèvement des personnes contre rançon dans le Sud du Tchad et particulièrement dans le Mayo-Kebbi fait régulièrement la Une de la presse mais semble ne pas beaucoup intéresser le monde de la recherche. En effet, la littérature sur le sujet est très rare, mise à part les deux ouvrages produits par Déli Sainzoumi Nestor.
- Penser les prises d'otages contre rançon. Médias et système d'alerte en Afrique, Ifriqya, 2017;
- La zaraguina et la criminalité itinérante. 20 réponses aux enlèvements des personnes contre rançon dans le bassin du lac Tchad, Our Knowledge, 2021

Réurrence des conflits éleveurs et agriculteurs dans la région fait le lit à l'enlèvement des personnes contre rançon dans la région.



# Introduction

- Il y a 23 jours, le dimanche 20 novembre 2021, à Labzahyé, près de Léré, un le champ d'un cotonculteur a été envahi par le troupeau de bœufs devant l'éleveur qui regardait le bétail dévaster le champs, sans rien faire;
- Alors que le propriétaire du champ faisait un reproche à l'éleveur celui-ci lui décoche une flèche dans l'orbite oculaire;
- Pendant que les villageois cherchaient à comprendre ce qui est arrivé, voilà que toute une cavalerie qui déferle, tirant de flèches empoisonnées et blessant 4 autres individu;
- Alertées, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) se sont interposées;
- Le chef de village qui a pourtant usé de son autorité pour calmer la population à été pris, gardé et fouetté, puis libéré tard la nuit.
- Le lendemain, il est convoqué à Guelo pour signer, sous la pression, avec les éleveurs, un document de conciliation, en présence du chef de canton et le représentant de l'éleveur;
- Les auteurs, de cette scène, sont en train d'être écoutés mais la tension est vive
- Les rumeurs laissent entendre que ces éleveurs affirment avoir payé cet endroit pour y s'installer des mains d'un notable du village de Mourchanné, un village voisin.... Affaire à suivre,





# Présentation de la province du Mayo-Kebbi

- Deux des 23 provinces tchadiennes, comprenant MKO et MKE mais le phénomène concerne davantage le MKO;
- Le MKO comprend cinq (5) départements, 13 sous-préfectures;
- Existence des chefferies traditionnelles bien implantées avec des trajectoires historiques parfois antagonistes;
- Des espaces-ressources propices à des activités agropastorales;
- La prise d'otages dans le Mayo-kebbi généralisée de **2000 à nos jours** dans presque tous les villageois;
- Le phénomène vise principalement les individus ou des chefs de famille identifiés comme censés avoir du bétail;
- C'est un processus continu qui peut se reproduire plusieurs fois dans une même famille;







# Aperçu sur la typologie d'élevage dans le Mayo-Kebbi

- Plusieurs systèmes d'élevage cohabitent: domestiques, sédentaires, transhumants ou en voie de sédentarisation;
- Elevage des populations autochtones (existence des gros éleveurs en pays toupouri, moundang, Kiliang ou Lamé);
- Elevage des communautés autochtones peules Kessou et *Garadji* : Ce sont eux qui habitent la localité de Binder, près de Léré et dans le Nord du Cameroun. Ce groupe de peuls vivent actuellement en bonne entente avec les populations qui les accueillent. Ils se considèrent mutuellement « Caou », c'est-à-dire cousin germains;
- Elevage des communautés allochtones peules de Soulou-Bawa (ou Haousa ou encore Bogolodji) et Djafoune: Ces derniers arrivants ne sont pas au fait des us et coutumes de la région ; d'ailleurs ils ne s'en soucient guère. Ils sont un peu fanatiques religieusement, et agressifs dans leur démarche d'occupation du sol.
- Elevage transhumant arabe (très rare);



# Le rapt des personnes contre rançon

- La manifestation peut être répartie en trois temps en milieu autochtones (Toupouri, Moundang, Lamé et Killiang);
- Les éleveurs peuls également sont concernés
- Le rapt se déroule davantage en saison de pluie et à l'entrée ou à la sortie des fêtes de fin d'année;
- Si ce phénomène concernait au début des enfants d'éleveurs peuls, il s'est généralisé depuis. Aujourd'hui tous les enfants sont l'objet d'enlèvement, que les parents soient nantis ou non;
- Les circonstances de rapt varient énormément avec le tissage d'un réseau qui réunit les brigands du Cameroun et du Tchad à ceux du Nigeria et de la RCA;
- Le modus-operandi consiste à cibler les bouviers ou les enfants et chefs de famille qui vont au pâturage avec le cheptel, s'assurer au préalable des richesses des parents avant de passer à l'action;



# Première génération de rapt

Dates	Localité	Nature de l'acte	Montant en FCFA.
21 juillet 2000	Mainawa, Fianga	Enlèvement de 3 bergers (1er télégramme annonçant la 1ère prise d'otages dans le Mayo-kebbi)	3 000 000
Le 25 mai 2000	Zahbi, Pala	Enlèvement violent de 4 enfants dont 3 enfants tués	4 900 000
Le 3 août 2006	Mankoiét, Gadang, Gagal	11 enfants enlevés, dont un sera tué.	15 000 000
Le 6 août 2006	Elhou, Lamé	Enlèvement de 5 enfants	7 000 000
Le 14 août 2006	Zahdjouli canton Lagon	Enlèvement de 2 enfants	2 400 000
20 Août 2006	Mbageude Gagale	Enlèvement de 5 enfants	10 000 000
En août 2006	Canton Franck, Gagale	Enlèvement de 11 enfants	17 150 000
En octobre 2006	Gadang, Gagale	Enlèvement de 6 enfants	18 000 000
Le 11 mai 2007	Mankana, Gagale	Enlèvement de 8 enfants dont une fillette de 6 ans	6 000 000

# Justifications de la pratique

- Si le phénomène s'est perduré, c'est à cause de la faiblesse du système judiciaire tchadien, la pauvreté, le manque de protection des citoyens par l'État, la complicité des commandants et des autorités traditionnelles locales.
- Les causes possibles souvent avancées: enrichement illicite de certains citoyens proches du pouvoir et l'impunité de fait dont elle jouissent, mauvaise répartition de la richesse nationale.
- Le phénomène a d'abord concerné les bouviers puis progressivement élargi aux adultes y compris les agriculteurs.
- Le premier cas constaté remonte à la mort de Monsieur Chakzouné Passani, élève au Lycée de Lagon. Celui a été arrêté par les ravisseurs et tué dans la nuit du 09 au 10 février 2002, parce que son père avait osé appelé à l'aide pour sa libération. Dans ce premier crime, il apparaît clairement la manifestation d'une complicité interne.



# Deuxième génération de rapt

DATES	LOCALITÉS	NATURE DE L'ACTE	MONTANT EN FCFA
en 2009	POUWA, Lagon	un enseignant a la retraite enlevé	La rançon demandée est remise à la main à un kidnappeur qui s'assure qu'aucune autorité n'a été et ne sera pas informée du montant payé
27 octobre 2010	Bodoro, Léré	Enlèvement de 5 enfants	4 800 000
En 2009	Techéné, Léré	En 2009, plusieurs enfants de Laly à leur tour et Laly lui-même avaient été pris en otage au moins 4 fois.	Plusieurs millions de rançons payées. Laly a vendu son véhicule de transport public, moulin à millet et bœufs à cette fin.
Le 12 mars 2010	Matta-Léré	Enlèvement de 4 enfants appartenant à un agriculteur qui venait de vendre des céréales sur le marché à environ 12 millions.	12 000 000
10 janvier 2012	Warèo Dari, Lamé	Enlèvement de 3 enfants	6 000 000
Le 6 août 2015	Binder-Nairi, Lagon	3 personnes ont été prises en otage, dont un candidat au baccalauréat	Les parents d'otages ont été pris entre les craintes de représailles de la part des autorités si la rançon de leurs enfants était payée. Les 3 otages ont finalement été tués.
le 13 août 2016	Malodim, Lamé	également rapporté par un enfant de 13 ans enlevé le 13 août 2016 avec NeriVaissaba Thomas, 28 ans, tous deux du village du canton de Malodim (Lamé)	La rançon demandée est remise à la main à un kidnappeur qui s'assure qu'aucune autorité n'a été et ne sera pas informée du montant payé
1 <sup>er</sup> janvier 2016	Peuzeusseri, Léré	Toumba Massai enlevé à la vieille du 1 <sup>er</sup> et libéré 3 mois après sa détention	7 000 000

# Justification de la pratique

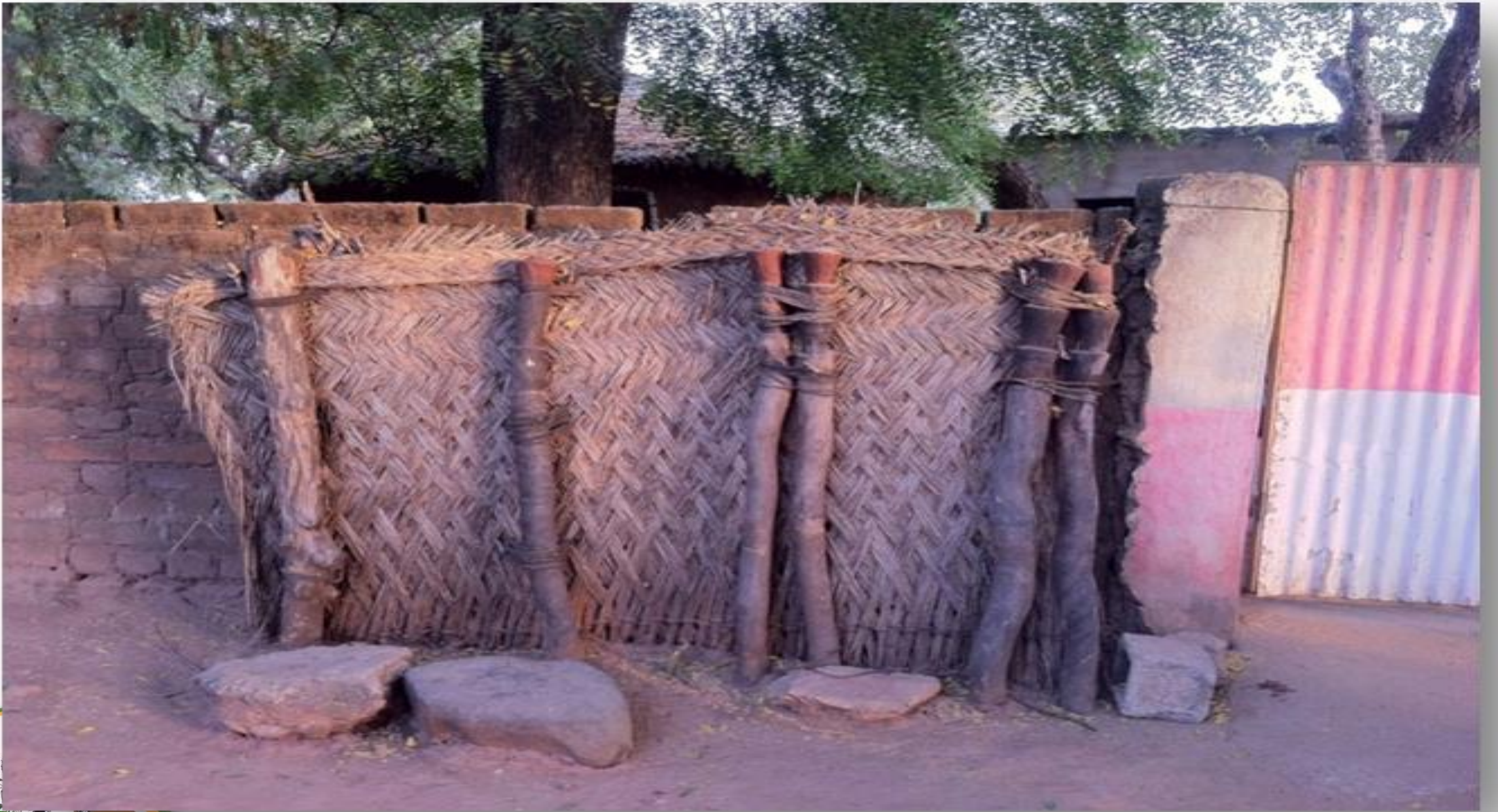
- **La complicité des autorités traditionnelles, militaires et administratives**
- Le 10 janvier 2012, prise d'otage à Waréo, les ravisseurs se rendent au marché de BaiKoua. Aretés ils déclarent sur la CRTV qu'ils étaient les enfants de la cour du commandant de la légion de Gendarmerie de Pala. C'est là qu'ils ont été ravitaillés en arme et en logistiques supplémentaires.
- En février 2012, Abba Garde, sous la plume de Inoua Doulguet écrit que "certaines langues se lâchent et accusent Abakar Ousman Djabi d'être complice, sinon la tête pensante de ce réseau". Abakar Ousmane Djabi était alors le commandant en chef de la légion de Léré. Il agissait en complicité avec le kidnappeur devenu plus tard Ibrahim Dirigui.
- Ensuite, le préfet Hamza Abdelkérime, avec l'appui d'Abakar Ousmane Djabir qui organise un réseau actif a été suspendu en septembre 2009. Abakar Ousmane Djabir a été nommé dans une ambassade en Europe pour l'éloigner provisoirement de ce théâtre tragique.
- A Binder, le préfet, M. Pakagné Lakré a déclaré: "3 000 000 FCFA avait été pour la libération des otages". Cela va provoqué un remous dans la population. Les gendarmes vont intervenir pour rétablir le calme, mais les otages seront retrouvés avec la gorge trompée.
- En 2015, le Gal Dingammadi Madji Solness, alors gouverneur de la région du Mayo-Kebbi déclare: "La faiblesse de notre système judiciaire ne nous a pas permis d'établir la responsabilité".



# Troisième généralisation de rapt

DATES	LOCALITÉS	NATURE DE L'ACTE	MONTANT EN FCFA
2019	Binder Nairi, Lagon	Oussou Djiri Père de famille	3 000 000
Septembre 2019	Bagaroua, Torrock	2 frères enlevés	5 000 000
Décembre 2019 Janvier puis 10 Février 2020	Lattah, Lagon	3 fois successivement dont le dernier cas en cours et Passami Zoua Houli, un père modèle, a été pris en otage jusqu'aujourd'hui.	Chakzouné Passami en classe de 2 <sup>nd</sup> au lycée de Lagon qui s'opposait à la prise d'otages, a été froidement abattu.
en avril 2020	Onaret, (Mbrao	Mme Mitaye enlevée alors qu'elle vient juste d'accouché	Revenue chez elle après 53 jours de captivité sans versement la somme, car d'après elle, elle s'est enfuit quand on lui a donné la permission d'aller se laver à la rivière d'à côté
le 10 mai 2020	Zavou, Lamé	4 personnes dont un homme et son fils, une veuve et un bouvier	7 000 000
le 28 mai 2020	Toukour, canton Tagobo Foulbé,	4 personnes dont une femme	affaire à suivre (en cour)
06 au 07 JUILLET 2021	Zahvou, Lamé	2 personnes : CHINGNABE PADEU et Fils de Danki ont été prises en otage	10 000 0000
Aout 2021	Zahvou, Lamé	Taodanki et 2 filles de Nadang	5 000 000
La nuit du 30 AOUT 2021	Korgoye, Dari	2 filles enlevées	Affaire en cours
28 septembre 2021	Kouala, Goumadji, Galal	4 enfants de Mr. Mbrao un agriculteur et Mr. Tao Dikla, enlevés	Affaire en cours





# Justification de la pratique

- Sanctuarisation et multiplication du phénomène, avec des rançons plus élevées;
- Particularisation du phénomène: insécurité dans la brousse;
- Faiblesse des instances de régulation sociales;
- Les éleveurs, parce qu'ils vivent en brousse, sont les premiers touchés par l'insécurité;
- Ils n'ont aucun moyen d'alerte face à cette insécurité. Chaque *Saré* ou résidence patrilocale, prise de peur, se terre en cas d'attaque des *Zaraguina* ou coupeurs de route;
- Les intimidations, les menaces de mort, parfois la torture physique sur les gens pour obtenir le silence : « *Si tu entends que les Zaraguinas sont chez les voisins, tu prends tout moyen possible pour te sauver avec tes enfants* »;
- Les éleveurs disent qu'ils ne font pas confiance aux forces de sécurité pour les protéger : « *on est entre le marteau et l'enclume. Les Zaraguinas nous menacent, les villageois nous barrent les couloirs de transhumance. Nos enfants, tout le temps sont menacés pour défaut de carte d'identité par les autorités* »;
- « La plaie de l'hyène se guérit dans l'herbe »



# Conclusion

- Isolément des communautés d'agro-pasteurs, alors qu'elles ont besoin de solidarité et de réseaux d'information solides;
- Les autorités traditionnelles peuvent jouer un rôle catalyseur si leur autorité est renforcée et contrôlée par l'Etat;
- Structurer les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs en réseaux d'information et renforcer les solidarités à travers un système d'alerte précoce;
- Sensibiliser les communautés et punir les complices;
- Le but étant de construire une synergie d'action entre agropasteurs et populations locales;

